

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti  des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA
CT
VÉLIZY

Lundi 12 novembre 2018

Non aux taxes sur le carburant : il faut taxer le capital et augmenter les salaires !

Le nombre de « blocages » prévus le samedi 17 novembre contre les hausses du prix des carburants ne fait qu'augmenter. Lancé par de petits patrons transporteurs, abondamment relayé par les réseaux sociaux d'extrême droite, cet appel a trouvé un écho qui n'a plus rien à voir avec ceux qui l'ont initié : nombreux sont ceux qui, dans les usines ou les bureaux, s'en sont emparés pour exprimer leur ras-le-bol face à la baisse continue de leur pouvoir d'achat.

Nous faire les poches pour financer les cadeaux aux riches

Le prix du carburant pèse lourd dans le budget des ménages. De novembre 2015 à aujourd'hui, le prix du gazole à la pompe a augmenté de 65 % ! L'ensemble des taxes en représente 60 %, 20 % pour la seule TVA.

Mais tout le monde ne paye pas ! Les patrons sont exonérés à 100 % sur la TVA du Diesel utilisé par les véhicules utilitaires de leur entreprise (80 % pour les véhicules particuliers). Le gouvernement va mettre fin à cette « injustice fiscale »... en les exonérant de TVA aussi sur les véhicules roulant à l'essence ! Une fois de plus, ce sont les travailleurs et les petites gens qui payent majoritairement. Or, quand on travaille loin de chez soi, en équipes, on doit prendre la voiture.

Le gouvernement fait les poches des plus pauvres pour financer ses cadeaux aux riches. Un des derniers en date : alors que le Crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi (CICE) doit être remplacé par des exonérations de cotisations sociales, les patrons pourront prétendre en 2019... aux deux à la fois.

Les raisons de la colère sont nombreuses. Les bas salaires n'augmentent pas depuis des années contrairement aux prix ; les petites pensions sont grevées par la hausse de la CSG ; les allocations stagnent voire baissent, comme les APL ; les loyers sont élevés ; et les taxes s'accumulent sur notre dos pour finir en cadeaux fiscaux pour les plus riches.

L'hypocrisie de la « fiscalité écologique »

Le gouvernement met en avant « l'urgence écologique », avec le gazole et ses particules fines dans le collimateur. Alors que la politique fiscale a incité depuis des décennies à acheter des moteurs Diesel – majoritaires aujourd'hui –, le gouvernement vilipende les « gars qui fument des clopes et qui roulent au diesel », selon les mots méprisants de son porte-parole, Benjamin Griveaux.

Et les « cars Macron » destinés à concurrencer le chemin de fer, ils roulent à l'eau de pluie peut-être ? Comme tous ses prédécesseurs, le gouvernement privilégie le transport routier par rapport au ferroviaire, et exclue de rendre les transports collectifs gratuits. Qui peut croire qu'il a été touché par la grâce écologique ?

Préserver l'environnement ? Oui, mais pas en rognant sur les salaires des travailleurs : en s'en prenant aux vrais responsables et à ce système capitaliste qui pollue la planète pour garantir toujours plus de profits à une minorité.

Sur qui compter pour riposter ?

Le patronat du transport routier est à l'origine de l'appel aux blocages du 17 novembre. Appel relayé par tous les politiciens réactionnaires, de Le Pen à Wauquiez. Mais il a largement dépassé la sphère de ses initiateurs. Dans certaines entreprises, des syndicats appellent à se battre contre la hausse des taxes et pour des augmentations de salaires. Dans certaines communes, des centaines de gens se réunissent pour mettre en avant pêle-mêle les augmentations de taxes, les suppressions de postes dans les services publics en passant par les bas salaires. Comme le disent certains, « les taxes sur les carburants, c'est la goutte d'eau qui a fait déborder le vase ». Et la majorité de ceux qui, dans les entreprises, s'apprêtent à participer aux rassemblements du 17 ne comptent certainement pas sur des démagogues à la Le Pen et autres Wauquiez !

Passer à l'offensive

Aujourd'hui la colère gronde chez des millions de salariés contre la hausse du coût de la vie. Le patronat a ses revendications. Aux travailleurs de prendre l'initiative avec les leurs : **suppression de la TVA sur les carburants, réelle priorité aux transports collectifs, augmentation générale des salaires.**

On n'est pas des pingouins

Aux premiers frissons d'Octobre, la direction du Centre Technique de Vélizy nous a incités à venir couverts pour affronter les conditions climatiques dans les bâtiments non chauffés... Rien de neuf, nous devrions sacrifier le minimum de nos conditions de travail pour ses économies de chauffage. Grande tendance du moment, la direction « réchauffe » l'argument écolo. Réchauffons pour notre part le climat social !

Le « contexte » a bon dos

Un porte-parole de PSA, interrogé par L'Express sur l'aggravation de nos conditions de travail et la stagnation des salaires alors que les résultats sont au beau fixe, a répondu que dans le contexte actuel « seules les entreprises agiles pourront survivre ». Dans la même veine, Tavares déclarait fin septembre dans Le Monde que la période était « typiquement darwinienne » en expliquant que l'entreprise – comprendre les salariés – allait devoir s'adapter pour « survivre dans cet environnement ».

Bref, pour la direction, quand ça va mal, les salariés doivent se serrer la ceinture. Et quand ça va bien, les salariés... doivent se serrer la ceinture. Pas question de continuer à faire les frais de leur soif de profit !

« L'adaptation » on la subit, ils en profitent

Très concrètement, la direction avec son DAEC a récemment augmenté le nombre d'entre nous bénéficiaires des incitations au départ, par des passages de métiers « en tension » à « sensibles » ou « à l'équilibre ». En parallèle et pour tenir la charge de travail croissante, nos managers sont obnubilés par les objectifs de transferts d'activités en sous-traitance ou délocalisées, comme au MTC.

L'adaptation darwinienne selon Tavares, c'est la survie des profits et l'extinction de nos emplois.

Saint-Ouen : non à la fermeture !

La direction a convoqué le 21 novembre un CCE extraordinaire pour annoncer la fermeture de l'usine de Saint-Ouen. À la place, il serait prévu d'y installer en les compactant deux hôpitaux parisiens. Après Aulnay et La Garenne, PSA continue de fermer des sites et de détruire des emplois. Non à la fermeture de Saint-Ouen !

PSA fait du gras double

PSA a pris position sur la prime à la casse voulue par le gouvernement. Le groupe serait prêt à monter jusqu'à 2000 € sous des conditions qui l'avantagent évidemment. Tous les ans, PSA cherche à faire pleurer

dans les chaumières sur ses marges minuscules contenues dans le PRF. Manifestement il reste un peu plus de gras que ce que prétendent les patrons.

C'est de la grève que les patrons ont peur

Vendredi dernier, les salariés de PSA Poissy ont été appelés à se mettre en grève le 17 novembre pour revendiquer des augmentations de salaire dans le cadre de la mobilisation contre la hausse du prix du carburant. Moins de 3h après, la direction a annulé la séance de travail prévue ce jour-là... Une soudaine peur que les ouvriers de Poissy fassent entendre leur colère.

Les patrons nous proposent la peste ou le choléra

Sous prétexte d'une nouvelle réduction des émissions votée par l'Union Européenne, les patrons de l'automobile (PSA en tête) menacent de supprimer encore des dizaines de milliers d'emplois. Le groupe PSA n'a pas eu besoin de l'Europe pour supprimer plus de 25 000 emplois en près de 10 ans, et il n'était pas le dernier à faire truffer les tests aux normes écologiques dans ses centres techniques.

Les seules raisons des suppressions de postes, ce sont les profits ! Si les travailleurs dirigeaient la société, nous fabriquerions des véhicules adaptés, et cela sans mettre des milliers de salariés à la porte.

Mais si on fait confiance à nos patrons en matière de production ou d'écologie, on crèvera bientôt tous de la surcharge de travail, du chômage ou de la pollution.

Paroles, paroles, paroles ?

À l'usine Bosch de Rodez où sont produits des équipements pour moteurs diesels, la direction impose l'activité partielle (les salariés pourraient perdre jusqu'à 1 500 € par an !) contre la promesse de conserver les emplois. Quand on sait que le site a perdu 700 emplois en 10 ans, on a du mal à les prendre au sérieux. Le 50-50 version Bosch c'est 100 pour la direction, 0 pour les salariés !

Tous des criminels !

Macron a créé la polémique en voulant associer Pétain à la commémoration des maréchaux de 14-18. Certes, Pétain s'est conduit comme un criminel entre 1940 et 1944, en particulier par sa politique antisémite. Mais c'est l'ensemble des maréchaux de 14-18 qui, confortablement installés dans leurs états-majors, ont concocté des offensives meurtrières, déplacé le front de quelques kilomètres pour assurer leur gloire, n'hésitant pas à fusiller des milliers d'hommes et à faire bombarder l'arrière de leurs propres troupes pour les obliger à avancer sous le feu ennemi.